La Convention nationale décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dettes de l'octroi des marchands de Rouen sont comprises parmi les dettes de la commune de Rouen ; en conséquence, les directeurs de l'octroi rendront compte au conseil général de la commune de l'actif et du passif de leur caisse, et feront verser entre les mains du trésorier de la commune tous les deniers dont leur trésorier se trouve actuellement dépositaire.

Art. 2. Les pensions accordées par les directeurs de l'octroi à divers employés, et. celles accordées à trois Anglaises pour avoir formé des élèves en filature, sont vérifiées par la commune de Rouen, pour être payées par elle, s'il y a lieu.

Art. 3. Les sommes qui seront versées par la caisse de l'octroi dans celle de la commune de Rouen, seront employées :

1° au paiement du traitement des employés dudit octroi, jusqu'au jour où ils ont dû cesser leurs fonctions;

2° à celui de tous les intérêts échus, et des pensions aussi échues qui se trouveront être à la charge de la commune;

3° à l'extinction des contrats et promesses, en commençant toujours par ceux de moindre valeur, et dont l'intérêt est le plus cher.

Art. 4. Le directoire du département surveillera la comptabilité de cet arriéré, et il ne pourra être fait aucun paiement que d'après une délibération du conseil général de la commune autorisée par le département sur l'avis du directoire dû district.

Art. 5. Les pensionnaires de l'octroi qui, par le présent décret, ne sont pas déclarés créanciers de la commune de Rouen, sont autorisés à présenter leurs titres au directeur général de liquidation, qui en rendra compte à la Convention.

7 décembre 1792.